



DÉMOGRAPHIE ET REPRÉSENTATION POLITIQUE

Garantir les intérêts des citoyens français en Indo-Pacifique

La cinquantaine de pays qui composent l'Indo-Pacifique concentrent trois quarts de la population mondiale, soit près de 5,9 milliards de personnes. 4 des 5 pays les plus peuplés au monde y sont situés : l'Inde, la Chine, l'Indonésie et le Pakistan.

Environ 1,8 million de Français vivent en Indo-Pacifique, dont près de 90 % dans les départements, régions et collectivités d'Outre-mer (*voir fiche No.1 - Territoires ultramarins*). On compte près d'1,6 million de Français vivant dans les territoires français, contre un peu plus de 190 000 expatriés enregistrés comme tels dans la région en 2021. Ces Français sont tous représentés à l'Assemblée nationale et au Sénat.

Les Français en Indo-Pacifique sont des vecteurs de l'influence française, et facilitent les échanges commerciaux (*voir fiche No.8 - Coopération économique et entreprises*), les liens interculturels (*voir fiche No.9 - Coopération culturelle et francophonie*) et le développement de relations durables. Ils sont aussi, et surtout, des maillons indispensables pour la mise en œuvre des initiatives françaises.

FRANÇAIS D'OUTRE-MER

La Réunion est le territoire le plus peuplé avec plus de 870 000 habitants, devant Mayotte (environ 300 000), la Polynésie française (env. 280 000), la Nouvelle-Calédonie (env. 270 000), et Wallis-et-Futuna (env. 10 000). Plus anecdotique, on compte quelques dizaines de scientifiques dans les Terres australes et antarctiques françaises. Clipperton est inhabitée.

Mayotte est le territoire d'Outre-mer qui connaît à la fois la plus forte croissance démographique de ces 5 dernières années, la plus forte proportion d'étrangers (plus de la moitié de la population), et la population la plus jeune, avec seulement 4 % de plus de 60 ans. A l'opposé, la population de Wallis-et-Futuna décroît (-1,1 % en 5 ans) et est, avec celle de La Réunion, la plus âgée, avec près de 17 % de plus de 60 ans.

Les Français d'Outre-mer sont représentés à l'Assemblée nationale et au Sénat par 15 députés et

11 sénateurs. A la faveur de redécoupages administratifs ces dernières années, La Réunion (+2 avec 7 députés), Mayotte (+1 avec 2 députés) et la Polynésie française (+1 avec 3 députés) ont vu leur nombre de représentants augmenter. La Nouvelle-Calédonie et Wallis-et-Futuna ont respectivement 2 et 1 députés.

Il existe une délégation aux Outre-mer dans les deux chambres parlementaires. L'une est présidée par le député Rimane de Guyane, l'autre par le sénateur Artano de Saint-Pierre-et-Miquelon (aucun des deux n'est élu de la région indo-pacifique).

FRANÇAIS ÉTABLIS HORS DE FRANCE

En 2021, les pays de l'Indo-Pacifique regroupaient 12 % des Français inscrits au Registre des Français établis hors de France, soit un peu plus de 190 000 personnes¹. Ce chiffre reste modeste au regard de l'étendue de la zone. Il y a presque autant de Français enregistrés en Suisse que dans l'ensemble de la région.

En 2021, on ne comptait que 4 pays de l'Indo-Pacifique dans le top 25 des pays accueillant des ressortissants français : les Émirats arabes unis (13e, 24 390), la Chine (14e, 24 092), l'Australie (19e, 21 233) et Madagascar (24e, 15 434). Viennent ensuite, dans la région, la Thaïlande (13 117), Singapour (12 776), le Japon (9 952) et Maurice (9 586).

Concernant les 4 premiers pays, l'évolution du nombre de Français sur 10 ans varie fortement : doublement aux Émirats arabes unis, augmentation de 30 % en Australie, baisse de 10 % en Chine et forte baisse de 25 % à Madagascar. Plus généralement, c'est une stagnation qui est constatée à l'échelle de la région, avec un fort impact de la pandémie de COVID.

Entre 2020 et 2021, on note ainsi une baisse du nombre de Français établis dans la région. Des pays en crise ont été désertés comme le Yémen (-85 %) ou la Birmanie (-50 %). On note une baisse de près de 10 % en Indonésie et en Chine, une stagnation au

¹ L'inscription sur les registres consulaires relève d'une démarche personnelle non obligatoire, le nombre d'inscrits par pays est donc systématiquement sous-estimé par rapport au nombre réel de personnes résidant dans le pays.

Laos et au Sri Lanka, et une augmentation de près de 10 % en Tanzanie et au Vanuatu². Dans cet archipel du Pacifique, un peu plus de 2 000 Français étaient inscrits au registre en 2021.

REPRÉSENTATION DES CITOYENS

Les expatriés français sont représentés à l'Assemblée nationale par 2 députés de la 10e et la 11e circonscriptions, composées respectivement de 48 pays (Proche-Orient, Afrique centrale, orientale et australe) et 49 pays (Russie, Asie et Océanie), avec environ 140 000 électeurs chacune. Il faut y ajouter les 12 sénateurs représentant indifféremment tous les Français de l'étranger, dont la moitié a été renouvelée en 2023.

Les Conseillers des Français de l'étranger sont quant à eux élus pour 6 ans et représentent leurs compatriotes auprès des ambassades et consulats. Au nombre de 82 en Indo-Pacifique, ils sont la référence pour toutes les questions de la vie quotidienne. Leur représentativité est assez inégale : un élu pour 1 000 Français en Corée du Sud, contre un élu pour 5 000 Français aux Émirats arabes unis.

AIDE ET SOUTIEN AUX RESSORTISSANTS

Un ministre délégué auprès de la ministre de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) est chargé du Commerce extérieur, de l'Attractivité et des Français de l'étranger. Surtout, la Direction des Français à l'étranger et de l'Administration consulaire (DFAE) leur est spécifiquement dédiée.

Les ressortissants français en Indo-Pacifique peuvent compter sur un réseau consulaire étendu : 17 consulats généraux et près de 70 agences consulaires, auxquels il faut ajouter des consuls honoraires. En Australie, en plus du Consulat Général de France à Sydney, on compte 7 consuls honoraires (Adélaïde, Brisbane, Cairns, Darwin, Hobart, Melbourne et Perth).

Spécificité de ce réseau consulaire, la France est le seul pays à avoir un consulat général à Pondichéry en Inde et à Kyoto au Japon, d'autres pays ayant choisi d'installer leurs consulats dans les villes voisines de Chennai et Osaka (*voir fiche No.3 - Réseau diplomatique et visites officielles*).

Les enfants des Français établis hors de France bénéficient pour certains d'entre eux d'une scolarité en français dans un des 101 établissements du réseau d'enseignement français à l'étranger dans la région (*voir fiche No.10 - Éducation et droits humains*).

La DFAE apporte un soutien financier aux organismes locaux d'entraide et de solidarité (OLES), des associations venant en aide aux Français à l'étranger. Un fonds de soutien au tissu associatif des Français à l'étranger (STAFE) complète ce dispositif. En 2023, 39 projets de nature éducative, caritative, culturelle ou d'insertion socio-économique ont été subventionnés dans la région, pour près de 360 000 euros, soit 25 % des subventions accordées par ce fonds.

Les ressortissants français peuvent enfin compter sur le Centre de crise et de soutien (CdCS) du MEAE, créé en 2008. En cas de crise à l'étranger, il assure, en coordination avec les services de sécurité intérieure (*voir fiche No.5 - Coopération sécuritaire et policière*) et les forces armées (*voir fiche No.4 - Présence militaire et diplomatie de défense*), leur protection et leur évacuation³. En juin 2022, dans le cadre de la Présidence française de l'Union européenne (UE), le CdCS a coorganisé avec le Service d'action extérieure de l'UE un exercice de gestion de crise aux Philippines avec un scénario d'évacuation à la suite d'un typhon majeur.

CITOYENS DE L'INDO-PACIFIQUE EN FRANCE

Un nombre important de ressortissants des pays de l'Indo-Pacifique résident en France continentale ou d'Outre-mer. La première communauté est celle des Comores, avec au moins 140 000 ressortissants en 2021, principalement à Mayotte. Viennent ensuite les communautés de Chine (112 000), de Madagascar (84 000), du Vietnam (77 000), de l'Inde, du Cambodge et du Sri Lanka (49 000 chacune). Des liens historiques et linguistiques rapprochent la France de certains de ces États, et des raisons politiques ont aussi pu contribuer au développement de ces diasporas.

Septembre 2023

Antoine BONDAZ et Marie DESBONNETS⁴

² « Rapport du Gouvernement sur la situation des Français établis hors de France », MEAE, 2022.

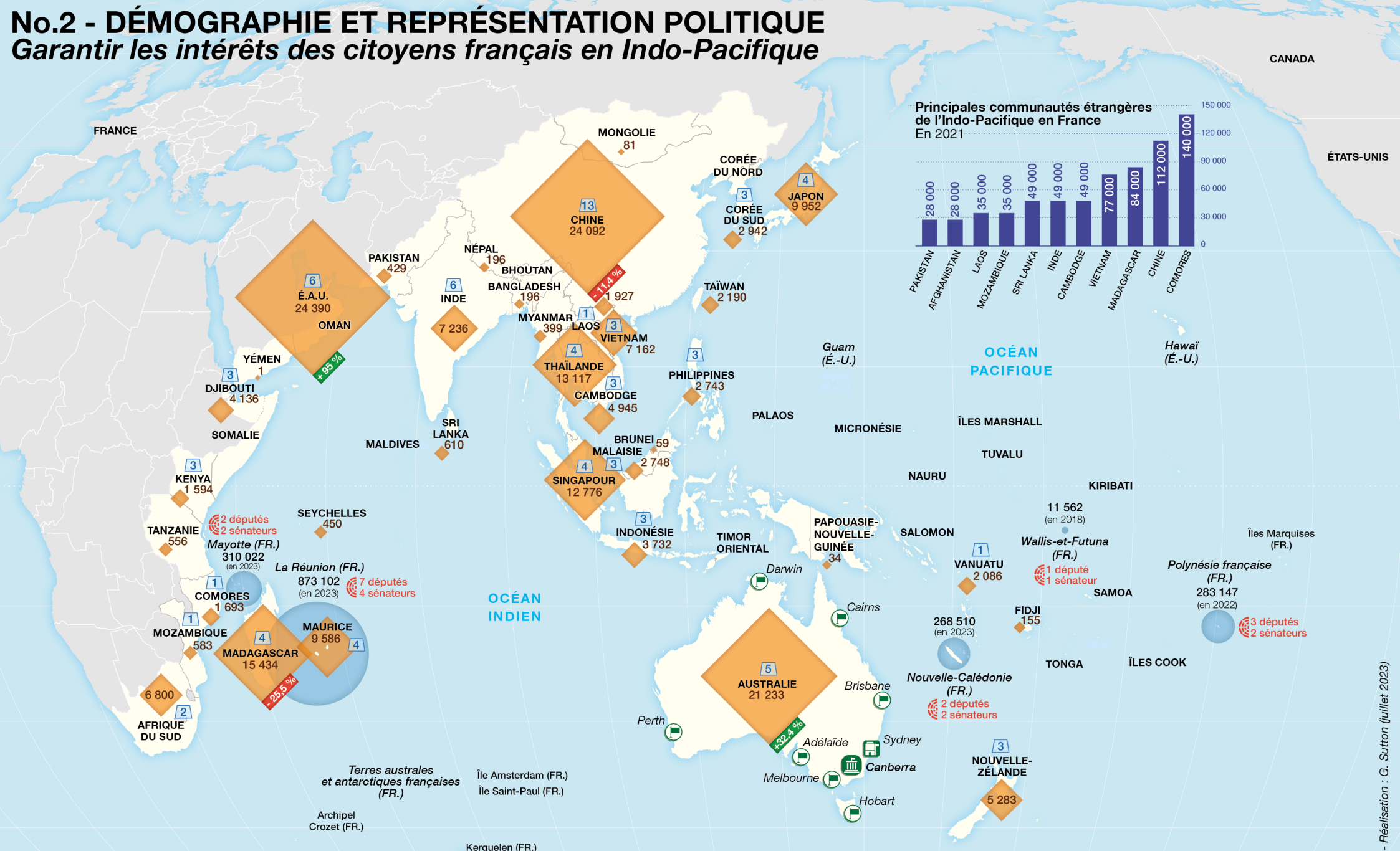
³ Les conseils aux voyageurs émis par le MEAE sont essentiels : @ConseilsVoyages sur les réseaux sociaux ainsi que la page Internet dédiée.

Par ailleurs, l'inscription sur Ariane à partir du site du MEAE permet aux voyageurs de recevoir par mail ou par SMS des messages d'alerte sur des risques naturels, sécuritaires, sanitaires ou autres.

⁴ Contact : a.bondaz@frstrategie.org // @AntoineBondaz

No.2 - DÉMOGRAPHIE ET REPRÉSENTATION POLITIQUE

Garantir les intérêts des citoyens français en Indo-Pacifique



Les Français d'outre-mer
 ● Nombre d'habitants par territoire
 🗳️ Élus des Français d'outre-mer
 + 2 députés de la 10^{ème} et la 11^{ème} circonscriptions des Français à l'étranger

Les Français établis à l'étranger
 ◆ Nombre de Français inscrits au registre par pays (en 2021)
 -25,5% Évolution démographique depuis 10 ans (2010-2021)

🗳️ Nombre de conseillers des Français à l'étranger (en 2021)
 🏛️ Ambassade 🏠 Consulat général
 🇫🇷 Consultats honoraires

Cas d'étude : réseau consulaire en Australie
 🏛️ Ambassade 🏠 Consulat général
 🇫🇷 Consultats honoraires



À PROPOS DU PROJET

La France en Indo-Pacifique, puissance d'initiatives et de solutions, est un projet de recherche sans précédent de recensement, de synthèse et de cartographie des acteurs et des actions de la France dans une région incontournable pour les intérêts nationaux.

La publication d'une première série de fiches thématiques sur la présence française dans la région vise à rendre plus visible et à valoriser ce qui est réalisé concrètement sur le terrain au profit des Français et des populations locales par les ministères, les opérateurs de l'État, mais aussi les entreprises et les ONG françaises.

Ce projet s'inscrit dans les recherches de la FRS et fait suite à la publication de deux notes intitulées « La France, une puissance d'initiatives en Indo-Pacifique » en novembre 2022⁵ et « Reconceptualiser la politique étrangère et de sécurité française en Indo-Pacifique » en juillet 2023⁶.

Liste des fiches thématiques en 2023

- No.1 - Territoires ultramarins
- No.2 - Démographie et représentation politique
- No.3 - Réseau diplomatique et visites officielles
- No.4 - Présence militaire et diplomatie de défense
- No.5 - Coopération sécuritaire et policière
- No.6 - Aide au développement et environnement
- No.7 - Aide humanitaire, crises et catastrophes
- No.8 - Coopération économique et entreprises
- No.9 - Coopération culturelle et francophonie
- No.10 - Éducation et droits humains
- No.11 - Coopération scientifique et innovation

À PROPOS DE L'AUTEUR

Ce projet est une initiative d'**Antoine BONDAZ**, directeur de l'Observatoire du multilatéralisme en Indo-Pacifique et enseignant à Sciences Po. Il a été assisté par **Marie DESBONNETS**, étudiante à Sciences Po et diplômée de l'IEP de Lyon.

La Fondation pour la recherche stratégique (FRS), créée en 1992, est une fondation reconnue d'utilité publique (décret du 26 février 1993) qui exerce ses activités en toute indépendance. Elle a pour missions d'analyser les problèmes de stratégie et de sécurité internationale, et de contribuer au débat stratégique en France ainsi qu'au rayonnement des idées françaises à l'étranger.

La FRS mène des recherches sur et dans la zone Indo-Pacifique, à travers des approches régionales et thématiques, organise des dialogues stratégiques de haut niveau (bilatéraux et trilatéraux), pilote une plateforme européenne d'échange sur l'Indo-Pacifique avec la SWP allemande et a signé plusieurs accords de coopération avec les principaux *think-tanks* de la région.

⁵ <https://www.frstrategie.org/publications/notes/france-une-puissance-initiatives-indo-pacifique-2022>

⁶ <https://www.frstrategie.org/publications/notes/reconceptualiser-politique-etrangere-securite-francaise-indo-pacifique-2023>